

**Conseil Régional Nord Pas de Calais**  
**Séance plénière du 24 novembre 2011**  
***Débat d'orientations budgétaires 2012***

**Intervention de Madame Annick MATIGHELLO,**  
**Groupe Communiste, Parti de Gauche et Unitaires**

Monsieur le Président, Monsieur. le Vice Président, Chers collègues

Les éléments d'informations transmis pour ce débat d'orientation insistent sur les contraintes budgétaires liées à la préparation du budget.

La crise est bien structurelle et non conjoncturelle. L'incapacité des dirigeants européens à la juguler va aggraver ses effets, faute de s'attaquer à ses sources, la spéculation financière, et de remettre en cause les critères européens de Lisbonne.

On met ainsi les pays et les peuples sous tutelle de la Banque centrale, quand il faudrait une mise sous tutelle démocratique des banques. Rappelons que c'est en sortant de la tutelle des institutions financières pour relancer la croissance et l'emploi que l'Argentine s'est sortie de la crise il y a quelques années.

Le peuple grec se voit refuser le droit de donner son avis par référendum sur les mesures qui lui sont imposée. En Espagne, les régions sont sommées de revoir à la baisse leur politique sociale sur les injonctions de l'agence Standard's and Poor.

En guise de démocratie, on place le pouvoir des banques et du grand patronat au-dessus de la volonté des peuples. Cela nous rappelle la confiscation du vote sur le référendum européen, ou le récent passage en force sur les retraites et pourtant 53 % des Français estiment que « c'est aux hommes politiques élus par le peuple et non pas aux agences de notations de fixer la politique économique de la France ».

La droite est en train de tuer le modèle social français. L'urgence ne serait-il pas pourtant d'en finir avec l'ensemble des cadeaux fiscaux aux plus riches qui représentent 146 milliards d'euros, de même que les exonérations sociales pour les entreprises, dont la cour des comptes nous dit qu'elles ne servent pas l'emploi ? C'est pourtant bien à la majorité des ménages de notre pays qu'on veut faire payer une crise dont ils ne sont en rien responsable, à travers les mesures d'austérité soutenues par Nicolas Sarkozy, et le gouvernement : hausse de plus d'un milliard d'euros de la taxe sur les mutuelles, nouveaux coups portés au régime des retraites, augmentation de la TVA, désindexation des prestations sociales, nouveaux déremboursement de soins médicaux quand 27 % de nos concitoyens renoncent à se soigner faute de moyens.

Face à cette politique antisociale, les collectivités locales doivent être des pôles de résistance.

L'investissement des collectivités représente aujourd'hui les trois quarts de l'investissement public en France, avec un impact direct sur l'emploi. Il nous faut préserver ce levier d'action sur la relance de l'économie. Nous nous félicitons à ce titre que le niveau des investissements pour le Nord Pas de Calais augmente : il est passé de 574 à 586 millions d'euros sur un an, dont 56% sur les seules compétences obligatoires de la région.

L'exigence de maîtrise des dépenses de fonctionnement se traduit en revanche par un resserrement autour des compétences obligatoires, et une diminution des politiques d'initiatives régionales, déjà passées de 170 à 132 millions d'euros entre 2010 et 2011.

Nous nous interrogeons sur le report de mise en œuvre d'une partie des engagements pris devant les électeurs. La situation régionale mérite une action ambitieuse et volontaire de notre part:

Selon une enquête régionale du secours catholique,

-> le taux de chômage au quatrième trimestre 2010 était dans la région de 12,8 %, contre 9,3 % en métropole.

-> Le taux de pauvreté en 2008 est de 17,7 % dans la région, (et même de 24,7 % chez les moins de 30 ans) contre 13 % en moyenne dans le pays,

L'urgence face à cette situation n'est pas de réduire l'action publique, mais bien de la renforcer, qu'ils s'agisse des subventions aux structures associatives, culturelles ou sportives, de notre ambition de contribuer à une gratuité réelle de la scolarité, de permettre un vrai droit à la mobilité en agissant sur les tarifs des transports régionaux...

Ce débat est d'abord l'occasion de rappeler l'injustice de la réforme des finances locales, qui a mis fin à l'autonomie fiscale des régions, avec un manque de visibilité sur les recettes transférées que sont la CVAE et l'IFER. Nous payons toujours le prix de la décentralisation des compétences par l'état sans moyens nécessaires pour les assumer.

Nous notons que pour 60 % des entreprises, la réforme de la taxe professionnelle se traduit par une baisse nette d'impôts. Alléger les charges des entreprises, pour la recherche, l'investissement et l'emploi, force est de constater que c'est l'inverse qui se produit.

Alors que le gel des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales avait été annoncé, le Gouvernement s'apprête à opérer une ponction supplémentaire de deux cents millions d'euros sur les collectivités locales, prélevés notamment sur le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle et sur les frais de recouvrement de certaines taxes.

Comme le rappelle l'Association des petites villes de France, les communes ne subiront donc pas seulement un prélèvement sur leurs ressources, mais pâtiront également de la réduction des dotations aux départements et aux régions, qui ont déjà commencé à réduire le volume de leurs aides.

Les conditions d'emprunt des collectivités doivent être au cœur de notre réflexion, quand cet accès à l'emprunt devient de plus en plus difficile

pour certaines collectivités et quand une banque à la gestion aussi hasardeuse que Dexia détient 24% de la dette régionale.

L'idée de créer une agence de financement des collectivités locales, portée par les associations d'élus telles que l'association des maires et des régions de France pour mutualiser l'emprunt et garantir des meilleures conditions de financement, est mentionnée dans le document d'orientation budgétaire. Cette idée peut paraître comme une solution intéressante aux difficultés. Encore faut-il s'interroger sur la réelle indépendance financière que cet outil permettrait.

Cette agence aurait la possibilité d'emprunter directement sur les marchés financiers, sans intermédiaire du fait qu'elle bénéficierait du meilleur label des agences de notation, à des taux dont elle ferait profiter les collectivités locales adhérentes. Les collectivités sollicitant des liquidités devront faire valoir leur bonne santé financière et notamment un niveau d'endettement jugé acceptable.

Nous craignons qu'à ces conditions, cette nouvelle agence, faute de se dégager des critères du marché, ne serve avant tout à conformer les collectivités locales à l'orthodoxie budgétaire libérale prônée par les agences de notations.

Nous plaidons donc, toujours, pour notre part, pour un vrai pôle public financier, indépendant du pouvoir d'Etat et des marchés financiers, destiné à faciliter le financement des investissements des collectivités locales via des prêts à faible taux d'intérêt, voire à taux zéro.

Monsieur le Premier Vice Président vous venez de déclarer dans le presse, je vous cite : « ...on va apprendre à dire NON ». Est-ce dire NON aux agences de notation, aux marchés financiers, aux politiques d'essences libérales, au capitalisme ?

En ce qui concerne le groupe Communiste, Parti de Gauche et Unitaires nous disons NON à la reconduction de la TIPP et fermement NON à l'augmentation de la carte grise.

Je vous remercie pour votre attention.